




RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère

 Groupement Prévention et Evaluation des Risques	Service Prévention Nord (Brest-Morlaix) Tel : 02 98 34 56 43 ou 55 29	Service Prévention Sud (Quimper-Chateaulin) Tel : 02 98 10 31 82 ou 31 81
	✉ : grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdjs29.fr	

Dossier suivi par le Lieutenant Isabelle SENECHAL

Procès-verbal de visite périodique et réception (AT0290192200074) Établissement recevant du public de 3^e catégorie

Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest a visité l'établissement le
19 septembre 2023

Dénomination	UBO - Espace Sports (Bâtiment A - Gymnase Universitaire)	
Adresse	Rue du Bouguen 29200 Brest	
Adresse électronique	marielle.boucher@univ-brest.fr	
Activité	Salle omnisports	
N° de dossier Prévention	01026.A	
Classement	Type : X	Catégorie : 3 ^e

Téléphone	marielle.boucher@univ-brest.fr
Propriétaire	France Domaine-DIE
Exploitant	UBO représentée par M. Pascal Olivard

En application des articles R 143.42 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

A Textes réglementaires applicables

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n°2019101-0001 du 11 avril 2019 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type X

B Historique – Dérogations

Date	Événement	Observation
16 janvier 2018	Visite périodique.	Avis favorable
19 mai 2022	AT0290192200074 relative à la création de deux bureaux dans l'espace existant A 006 et d'une salle d'attente.	Avis favorable
19 septembre 2023	Visite périodique et de réception de l'AT0290192200074 relative à la création de deux bureaux dans l'espace existant A 006 et d'une salle d'attente.	Avis favorable

Historique des demandes et dérogations

Procès-verbal de réception du mur d'escalade du lundi 06 mai 2002 :

L'absence de dispositif permettant de plonger la salle d'escalade dans l'obscurité (EC6) est admise par la Commission de Sécurité.

- ⇒ Procès-verbal de visite de réception (PC 29 019 01 10 133), avis favorable de la commission de l'arrondissement de Brest du 21/11/2003.
- ⇒ Courrier de la sous-commission départementale de sécurité incendie du 12/01/2012 : avis défavorable à la reconduction des principes de surveillance des SSI et d'organisation, validés le 19 décembre 2002 par la Sous-commission Départementale de Sécurité Incendie (visite périodique du 19/11/2002 de l'UFR de lettres de l'UBO).
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique, avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest du 17/12/2013.
- ⇒ Procès-verbal d'étude concernant les dispositions mises en place pour l'évacuation différée des personnes à mobilité réduite dans les bâtiments de l'UBO, avis favorable en date du 21/05/2015.

C Description sommaire

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

PI/BI/REI	Numéro	Débit/Volume (m³/h, m³)	Distance (m)	Conformité
PI <input checked="" type="checkbox"/>	5012	101m³/h	100	Conforme <input checked="" type="checkbox"/>
PI <input checked="" type="checkbox"/>	229	219m³/h	250	Conforme <input checked="" type="checkbox"/>

Descriptif

L'établissement comprend 3 niveaux :

- RDC bas :
Logement de fonction, local TGBT, local sous-station, vestiaires, salles de sports (salle multi-activité, salle d'escalade : 59 personnes), bureaux, salle de formation, locaux du personnel.
- RDC haut :
Salles de sports (Salle B de 600 m² : Basket, Salle C de 840 m² : Basket, Salle D de 168 m² : tennis de table), vestiaires, zone administration.
- Etage partiel
2 salles de sports (Salle A1d e 240 m² : danse, Salle A2 de 240 m² : musculation judo).

Desserte	1 voie « engin ».
Isolement tiers	Isolé par la distance.
Structures	Structure : béton.
Toiture	Charpente : béton. Couverture : bac acier.
Façades	Béton.
Distribution intérieure	Cloisonnement traditionnel : Oui. Secteurs : Non. Compartiments : Oui.
Locaux à risques particuliers	Importants : 0. Moyens : réserves, locaux électriques.
Dégagements	Barres antipanique.
Désenfumage des escaliers	Naturel.
Chauffage	Distribution d'eau chaude à partir d'une sous-station.
Ventilation / Climatisation	VMC simple flux.
Gaz utilisé	Gaz naturel. Propane.
Eclairage de sécurité	Blocs d'éclairage d'évacuation et d'ambiance alimentés par une source centralisée.
Moyens d'extinction internes	Extincteurs portatifs.
Détection incendie	Dans les locaux à risques particuliers.
S.S.I	Catégorie A. commun à la halle de sports et à la salle de musculation.
Alarme	Type 1. coupure sonorisation dans la salle de danse.
Alerte	Téléphone urbain.

D Calcul des effectifs – Classement – Dégagements

Effectifs

L'effectif total du public accueilli est de 327 personnes.

Le bâtiment peut accueillir 327 personnes.

Classement

Type : X	Catégorie : 3 ^e
----------	----------------------------

E Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...).

Désenfumage	Date	Contrôleur	Observation
Naturel DF 10 (annuelle par un TC)	7 juin 2023	UBO	Registre de sécurité renseigné Sans observation

Installations thermiques	Date	Contrôleur	Observation
Ventilation mécanique contrôlée CH 58 (annuelle par un TC)	4 septembre 2023	UBO	Attestation d'entretien pas d'observation

Installations électriques	Date	Contrôleur	Observation
Sécurité du public EL 19 (annuelle par un TC)	12 avril 2023	Bureau veritas	Rapport N°8192502/2.9.1.RVRE pas d'observation
Sécurité des travailleurs EL 4 (annuelle par un TC)	12 avril 2023	Bureau veritas	Rapport 8192502/2.9.1.P observations levées
Eclairage (normal, sécurité, remplacement) EC 15 (annuelle par un TC)	7 juin 2023	UBO	Registre de sécurité renseigné Sans observation
Batteries EL 19 (annuelle par un TC)	12 avril 2023	Bureau veritas	Rapport 8192502/2.9.1.P pas d'observation

Moyens de secours contre l'incendie	Date	Contrôleur	Observation
Extincteurs MS 73 (annuelle par un TC)	14 septembre 2023	ASI	Rapport pas d'observation
SSI catégorie A MS 68 (annuelle – contrat par un TC)	6 juillet 2023	SIEMENS	Rapport rapport n°6LB- 0630088138 pas d'observation
SSI catégorie A MS 73 (triennale par un OA)	13 mars 2020	SOCOTEC	Rapport 92310/20/2272 Observations administratives

OA : Organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur

TC : Technicien compétent

En application de l'article GE 7, les vérifications techniques doivent être effectuées par des personnes ou des organismes agréés dans les établissements des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégories, à la construction et pour

tous travaux soumis à permis de construire, ainsi que pour les travaux d'aménager ou de modifier un établissement recevant le public.

Autres documents présentés lors de la visite de réception

réception AT 029 019 22 00074

- Rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par SOCOTEC en date du 19/12/2022 et référencé 16800/1222/0285, sans observation.

F Exploitation

Affichage des plans des locaux

Affichés.

Affichage et formalisation dans le registre de sécurité des consignes générales ou particulières

Réalisés.

La commission de sécurité conseille de maintenir en position fermée les portes des locaux ou circulations en période nocturne. Cette disposition simple permet de limiter la propagation des fumées et des gaz de combustion. En fonction des impératifs liés à l'exploitation, cette recommandation vaut aussi pour les locaux d'hébergement.

Formation du personnel et du service de sécurité incendie (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)

Actions de formation : astreinte technique SSIAP.

Utilisateurs formés en interne sur consignes, alerte : 6 personnels le 10 mai 2021 (extincteurs).

Organisation de la sécurité incendie (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

Fait, 24 étudiants chargés d'évacuation pour 2023.

Date du dernier exercice d'évacuation

8 juin 2023 (déclenchement intempestif), à faire pour la rentrée 2023.

Registre de sécurité (R 143-44) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier :

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Complet.

En application de l'article GN13, l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap

En application de l'article R143-41 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

Établissement non concerné : l'établissement de par son classement et/ou sa configuration est réputé satisfaire aux principes fondamentaux d'évacuation définis à l'article GN8.

Pas d'accès PMR à l'étage

Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

G Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Issues de secours	Bon fonctionnement
Alarme	DM Rdc bas couloir bon fonctionnement voir prescription pour audibilité

H Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité, hormis les travaux réceptionnés ce jour.

En application des articles législatifs et réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation, les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

I Prescriptions

Prescriptions exécutées

Le représentant du chef d'établissement a confirmé aux membres du groupe de visite, lors de cette visite de sécurité, la réalisation des prescriptions suivantes :

- **Procès-verbal de visite du 6 mars 2018** : toutes les prescriptions.
- **Procès-verbal d'étude du 19 mai 2022** : toutes les prescriptions.

Prescriptions à exécuter

- **Procès-verbal de visite du 19 septembre 2023** :

- N°1 Boucher les trous dans les parois coupe-feu du local A001bis. Article CO 28
- N°2 Supprimer les marches isolées au niveau du dégagement sur l'extérieur de la salle n°1. Article CO 35
- N°3 Rendre conforme les locaux de stockage donnant sur les aires sportives. Certains locaux de stockage ont des portes et parois bois dont l'espacement des lattes ne permet pas de répondre à l'article X10.
- N°4 Supprimer les stockages dans le local A09bis (local technique) et le local -002 (sous-station). Article CO 28
- N°5 Faire suivre les fissures au niveau du rez-de-chaussée bas. Le groupe de visite constate que certaines fissures déforment les murs et sont traversantes. Article R143-13 du CCH
- N°6 Traiter les Locaux 005 et 007 (ex vestiaires) comme des locaux à risques moyens : portes CF1/2h munies de ferme-portes et parois CF1h. Article CO 28
- N°7 Supprimer les tapis dans le couloir escalade. Article CO 37
- N°8 Rendre l'alarme audible du couloir du Rdc haut et de la zone administration. Article MS 64
- N°9 Fournir les effectifs admissibles par salle et/ou niveau ainsi qu'un plan permettant de calculer les dégagements. Article CO 38
- N°10 Réaliser des exercices périodiques d'évacuation.

J Avis

Dénomination	UBO - Espace Sports (Bâtiment A - Gymnase Universitaire)	
Adresse	Rue du Bouguen 29200 Brest	
Adresse électronique	marielle.boucher@univ-brest.fr	
Activité	Salle omnisports	
N° de dossier Prévention	01026.A	
Classement	Type : X	Catégorie : 3 ^e

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

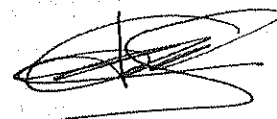
- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Brest

émet, en date du mardi 7 novembre 2023 après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie, un avis

Favorable – Défavorable
à la poursuite de l'activité de l'établissement
à l'ouverture au public suite aux travaux liés à l'AT0290192200074

La Présidente de la Commission,



Carine LE GALL

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée – article R 143-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Etablissements Recevant du Public.